



Mouvement pour la Liberté et la Démocratie Directe

Pour l'Europe, retour au principe de subsidiarité

Le retour au principe de subsidiarité de l'Europe est une proposition concrète du Mouvement pour la Liberté et la Démocratie Directe.

Le ML2D entend promouvoir le retour au principe de subsidiarité énoncé en 1986, principe selon lequel l'Union européenne n'est habilitée à prendre des décisions que dans ses domaines de compétences exclusifs qui sont¹ :

- L'Union douanière
- L'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur
- La politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro
- La conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche
- La politique commerciale commune

L'Europe présente aujourd'hui deux visages.

Il y a l'Europe du libre échange. Qui se plaindra de la disparition des barrières douanières, de pouvoir acheter sa voiture en Espagne ou en Allemagne, de l'ouverture des télécommunications et de la fin du monopole des PTT, de l'ouverture de l'espace aérien et de la création des compagnies *low cost*, des étudiants Erasmus ?

Et puis il y a l'Europe des normes, réglementations, barrières à l'entrée, du lobbyisme. L'Europe de la politique agricole commune, de la « jachère cultivée », des quotas. L'Europe de l'alignement de la fiscalité par le haut.

Le ML2D veut plus de la première Europe et souhaite s'opposer fermement à la seconde.

La mesure phare du ML2D, le versement du salaire complet, qui va permettre à chacun de retrouver du pouvoir d'achat et de la liberté financière, s'appuie sur les engagements européens de notre pays : l'ouverture à la concurrence des systèmes d'assurance, y compris assurances sociales.

Toutes les décisions qui ne sont pas du domaine de compétence européen retourner à l'échelon national. À cet échelon national aussi nous militons pour le principe de subsidiarité et la démocratie directe avec prise des décisions au niveau le plus proche possible de chacun d'entre nous.

L'Europe nous envahit car nos représentants nous trahissent

Nulle part, dans aucun traité, il n'est écrit que l'Europe doit déterminer ce que nous mangeons, buvons, respirons, cultivons, produisons, ce qui doit être subventionné ou taxé. Si l'Europe et l'État envahissent notre vie, c'est pour la même raison, parce que nos représentants nous trahissent.

Bruxelles est devenue la capitale européenne du lobbying et le centre de décision du capitalisme de connivence.

Plus de 10 000 organisations sont enregistrées à Bruxelles sur le registre officiel des lobbys de l'Union européenne, près de 1 000 sont françaises. Il s'agit essentiellement de grandes entreprises, de syndicats industriels, de cabinets de consultants et quelques ONG. Le secteur de l'énergie (Total, Engi, EDF, ...) dépense des dizaines de millions en opérations de lobbying et en reçoit plus d'une centaine dans le cadre des financements européens.

En 2017, Transparency International a publié un rapport accablant sur la porosité entre lobbys et institutions européennesⁱⁱ.

"Près d'un tiers des députés européens qui ont quitté la politique travaillent désormais dans des organisations inscrites au registre des lobbyistes de l'UE. Pour les anciens commissaires, la part est supérieure à la moitié."

A défaut de subsidiarité, l'irresponsabilité règne

En général, les gens apprennent de leurs erreurs car ils sont soumis aux effets négatifs de leurs mauvaises décisions. Mais dans notre monde moderne, c'est de moins en moins le cas.

Les décideurs sont trop éloignés du terrain pour souffrir des conséquences néfastes de leur politique. Incapable de s'améliorer, des fonctionnaires et des représentants accumulent de mauvaises décisions sur des sujets auxquels ils ne connaissent concrètement rien ... si ce n'est les informations que leur font passer de puissants lobbyistes.

En vertu du principe de subsidiarité, le ML2D s'opposera à la création d'une armée européenne soutenue par le président Emmanuel Macron.

En vertu des règles de concurrence du marché intérieur pour lequel le parlement européen est compétent, ML2D soutiendra **la création d'un marché libre de l'électricité et de l'énergie et exigera l'ouverture du marché des assurances sociales en France.**

Vive la démocratie directe, vive la liberté

ⁱ https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:6985a220-b291-422c-8e7c-e2625a041d0d.0010.01/DOC_3&format=PDF

ⁱⁱ <http://transparency.eu/wp-content/uploads/2017/01/Access-all-areas.pdf>